

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des planificateurs africains

MANDAT ET REGLEMENT INTERIEUR DE LA CONFERENCE
DES PLANIFICATEURS AFRICAINS

MANDAT DE LA CONFERENCE*

1. La Conférence des planificateurs africains (ci-après dénommée la Conférence) a les attributions suivantes :

a) Conseiller le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et l'Institut africain de développement économique et de planification sur le programme annuel de travail et de recherche dans le domaine de la planification économique et sociale, y compris les projections;

b) Constituer un forum pour l'échange d'information sur les méthodes et techniques de la planification du développement;

c) Promouvoir la coordination des plans nationaux de développement;

d) Etablir des relations de travail avec les organismes, institutions et universités (travaillant dans ce domaine et s'intéressant plus spécialement à la planification du développement) et en particulier avec l'Institut africain de développement économique et de planification;

e) S'acquitter de toutes fonctions qui lui sont confiées par le Statut de l'Institut africain de développement économique et de planification.

2. a) La Conférence est composée des membres et membres associés de la Commission économique pour l'Afrique;

b) Les membres de la Conférence y sont représentés par des délégations qui peuvent comprendre le chef du bureau national de planification, des personnes engagées dans la planification générale du développement et des personnes qui assurent la formation des spécialistes de la planification du développement dans les universités ou dans d'autres institutions nationales.

3. La Conférence établit son règlement intérieur, dans lequel il fixe le mode de désignation de son Président et des autres membres de son bureau.

4. La Conférence présente, une fois tous les deux ans, au Comité technique d'experts de la Commission économique pour l'Afrique pour observations, recommandations et transmission à la Conférence des ministres de la Commission, un rapport complet sur son activité et ses projets ainsi que sur ceux de tous organes subsidiaires. Pour les années au cours desquelles la Conférence ne se réunit pas en session, elle peut être invitée par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique à présenter un rapport sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organes subsidiaires, au Comité technique d'experts de la Commission.

* Le mandat de la Conférence des planificateurs africains est fondé sur la résolution 105(VI) de la Commission économique pour l'Afrique du 29 février 1964.

REGLEMENT INTERIEUR DE LA CONFERENCE DES PLANIFICATEURS AFRICAINS

I. SESSIONS

DATE ET LIEU DES SESSIONS

Article premier

La Conférence se réunit en session ordinaire, une fois tous les deux ans, à une date fixée par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommée la Commission).

La Conférence peut se réunir en session extraordinaire :

- a) A la demande de la majorité des Etats membres de la Commission et après consultation du Secrétaire exécutif; ou
- b) A tout autre moment où la Conférence des ministres de la Commission, agissant en consultation avec le Secrétaire exécutif de la Commission, l'estime nécessaire.

Article 2

Les sessions ordinaires se tiennent au lieu fixé par la Conférence lors d'une session précédente, compte dûment tenu du principe selon lequel la Conférence doit se réunir soit au siège de la Commission, soit dans un des pays d'Afrique.

Les sessions extraordinaires se tiennent au lieu fixé par le Secrétaire exécutif de la Commission, en consultation avec les Etats membres de la Commission, ou, le cas échéant, par la Conférence des ministres de la Commission.

NOTIFICATION DE LA DATE D'OUVERTURE

Article 3

Le Secrétaire exécutif de la Commission fait connaître aux membres de la Conférence, 42 jours au moins avant l'ouverture de chaque session, la date et le lieu de la première séance. Cette notification est envoyée également à tous les organismes des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie I et aux organisations non gouvernementales de la catégorie II ou inscrites sur la liste.

II. ORDRE DU JOUR

ETABLISSEMENT ET COMMUNICATION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Article 4

Le Secrétaire exécutif de la Commission dresse l'ordre du jour provisoire de chaque session, qui au moins trente jours avant l'ouverture de la Conférence, est

adressé, en même temps que les documents de base concernant chacun des points, aux membres de la Conférence et aux organes, institutions et organisations visés à l'article 3.

Article 5

L'ordre du jour provisoire comprend les questions proposées :

- a) Par la Conférence lors d'une session précédente;
- b) Par la Conférence des ministres de la Commission;
- c) Par un membre de la Conférence;
- d) Par le Secrétaire exécutif de la Commission;
- e) Par un organe subsidiaire de la Conférence ou par tout organe subsidiaire de la Commission;
- f) Par un organisme des Nations Unies, conformément à l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et cet organisme;
- g) Par les organisations non gouvernementales de la catégorie I, sous réserve des dispositions de l'article 7.

Article 6

Avant d'inscrire à l'ordre du jour provisoire une question proposée par un organisme des Nations Unies, le Secrétaire exécutif de la Commission procède, avec ledit organisme, aux consultations préliminaires qui peuvent être nécessaires.

Article 7

Les organisations non gouvernementales de la catégorie I peuvent proposer l'inscription de questions de leur compétence à l'ordre du jour provisoire de la Conférence sous réserve des conditions ci-après :

- a) Toute organisation qui désire proposer l'inscription d'une question doit en informer le Secrétaire exécutif de la Commission 70 jours au moins avant l'ouverture de la session et, avant de proposer officiellement l'inscription de la question, elle doit dûment prendre en considération toutes observations que le Secrétaire exécutif de la Commission pourrait faire;
- b) La proposition, accompagnée des documents de base pertinents, doit être officiellement présentée au Secrétaire exécutif de la Commission 56 jours au moins avant l'ouverture de la session. La Conférence inscrit la question à son ordre du jour si les deux tiers au moins des membres présents et votants en décident ainsi.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Article 8

Le premier point de l'ordre du jour provisoire d'une session, après l'élection des membres du bureau de la Conférence est l'adoption de l'ordre du jour.

REVISION DE L'ORDRE DU JOUR

Article 9

Après adoption de l'ordre du jour, la Conférence peut à tout moment l'amender.

III. BUREAU

Election des membres du bureau

Article 10

La Conférence élit au début de la première séance de chaque session ordinaire un Président et un Vice-Président parmi les représentants des membres de la Conférence qui sont Etats membres de la Commission.

DUREE DU MANDAT

Article 11

Les membres du Bureau de la Conférence restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

PRESIDENT PAR INTERIM

Article 12

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par le Vice-Président. Le Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.

REMPLACEMENT DU PRESIDENT

Article 13

Si le Président cesse de représenter un Etat membre de la Conférence ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, le Vice-Président assure la présidence pour la période qui reste à courir. Si le Vice-Président cesse également de représenter un membre de la Conférence, ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, la Conférence élit un Président par intérim parmi les représentants des membres de la Conférence qui sont Etats membres de la Commission pour la période qui reste à courir.

DROITS DE VOTE DU PRESIDENT

Article 14

Le Président, le Vice-Président agissant en qualité de Président ou le Président par intérim participent aux séances de la Conférence en cette qualité et non en tant que représentant de l'Etat membre de la Conférence qu'ils représentent. Dans ce cas, un représentant suppléant a le droit de représenter ce membre aux séances de la Conférence et d'y exercer le droit de vote.

IV. COMITES DE LA CONFERENCE

Article 15

A chaque session, la Conférence peut constituer les comités pléniers ou restreints qu'elle juge nécessaires et leur renvoyer, pour étude et rapport, tout point de l'ordre du jour. La Conférence peut, en consultation avec le Secrétaire exécutif de la Commission autoriser ces comités à siéger pendant que la Conférence n'est pas en session.

Article 16

Les membres des comités de la Conférence sont désignés par le Président, sous réserve de l'approbation de la Conférence à moins que la Conférence n'en décide autrement.

Article 17

Le présent règlement intérieur s'applique aux travaux des comités, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

V. SECRETARIAT

Article 18

Le Secrétaire exécutif de la Commission agit en cette qualité à toutes les séances de la Conférence, de ses comités et de ses organes subsidiaires. Il peut charger un autre fonctionnaire de la Commission de le remplacer à une séance quelconque.

Article 19

Le Secrétaire exécutif de la Commission est chargé de porter à la connaissance des membres de la Conférence toutes les questions dont elle peut être saisie aux fins d'examen.

Article 20

A chaque session le Secrétaire exécutif de la Commission ou son représentant présente à la Conférence un rapport sur l'activité du secrétariat de la Commission dans le domaine de la planification, des projections et des politiques relatives au développement pendant la période qui se situe entre la session précédente et la session en cours.

Article 21

Le Secrétaire exécutif de la Commission ou son représentant peut présenter à la Conférence, à ses comités, ou à ses organes subsidiaires des exposés oraux aussi bien que des exposés écrits sur toute question qui est à l'examen.

Article 22

Le Secrétaire exécutif de la Commission est chargé de prendre toutes les dispositions voulues pour les réunions de la Conférence, de ses comités et de ses organes subsidiaires.

Article 23

Le secrétariat de la Commission assure l'interprétation des discours prononcés au cours des séances; reçoit, traduit et distribue aux membres de la Conférence les documents de la Conférence, de ses comités et de ses organes subsidiaires; publie et distribue les rapports sur les sessions, les recommandations de la Conférence et les documents nécessaires y afférents.

Article 24

Aucune proposition entraînant des dépenses pour l'Organisation des Nations Unies ne peut être adoptée par la Conférence ou l'un de ses organes subsidiaires; à moins d'avoir été au préalable approuvée par le Secrétaire exécutif de la Commission.

VI. LANGUES

LANGUES DE TRAVAIL

Article 25

Les langues de travail de la Conférence sont celles de la Commission.

INTERPRETATION DE DISCOURS PRONONCES
DANS UNE DES LANGUES DE TRAVAIL

Article 26

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans les autres langues de travail.

INTERPRETATION DE DISCOURS PRONONCES
DANS UNE AUTRE LANGUE

Article 27

Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues de travail. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une des langues de travail. L'interprète du secrétariat de la Commission peut prendre pour base de son interprétation dans les autres langues de travail celle qui a été faite dans la première langue de travail.

LANGUES A UTILISER POUR LES DOCUMENTS

Article 28

Les documents sont rédigés dans les langues de travail.

LANGUES A UTILISER

POUR LES RECOMMANDATIONS ET AUTRES DECISIONS OFFICIELLES

Article 29

Toutes les recommandations et autres décisions officielles de la Conférence y compris les rapports sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organes subsidiaires - sont établies dans les langues de travail.

VII. SEANCES PUBLIQUES ET SEANCES PRIVEES

Article 30

Les séances de la Conférence sont publiques, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

RECOMMANDATIONS ET AUTRES DECISIONS OFFICIELLES

Article 31

Le texte de tous les rapports, recommandations et autres décisions officiellement adoptés par la Conférence, ses comités et ses organes subsidiaires est distribué aussitôt que possible aux membres de la Conférence, aux autres commissions économiques régionales, à tous les organismes des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie I et aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie II ou inscrites sur la liste.

VIII. CONDUITE DES DEBATS

QUORUM

Article 32

Le quorum est constitué par un quart des membres de la Conférence.

POUVOIRS DU PRESIDENT

Article 33

En sus des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président a charge de prononcer l'ouverture et la clôture de chaque séance de la Conférence; il dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle les débats de la Conférence et assure le maintien de l'ordre au cours des séances. Il statue sur les motions d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance.

Les débats portent uniquement sur la question dont est saisie la Conférence et le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

MOTIONS D'ORDRE

Article 34

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut, à tout moment, présenter une motion d'ordre, sur laquelle le Président prend immédiatement une décision conformément au règlement. Un représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votants, est maintenue.

Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

AJOURNEMENT DU DEBAT

Article 35

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole, l'un en faveur de la motion et l'autre contre; après quoi la motion est mise aux voix immédiatement.

LIMITATION DU TEMPS DE PAROLE

Article 36

La Conférence peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre de fois que chaque représentant peut prendre la parole sur une même question; toutefois, pour les questions de procédure, le Président limite le temps de parole de chaque orateur à cinq minutes. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui a été accordé, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

CLOTURE DE LA LISTE DES ORATEURS

Article 37

Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment de la Conférence, déclarer cette liste close. Le Président peut cependant accorder le droit de réponse à un représentant quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend, à son avis, cette décision opportune. Lorsque la discussion portant sur un point est terminée du fait qu'il n'y a pas d'autres orateurs inscrits, le Président prononce la clôture du débat. En pareil cas, la clôture du débat a le même effet que si elle était approuvée par la Conférence.

CLOTURE DU DEBAT

Article 38

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

SUSPENSION OU LEVEE DE LA SEANCE

Article 39

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander la suspension ou la levée de la séance. Les motions en ce sens ne doivent pas faire l'objet d'un débat, mais sont immédiatement mises aux voix.

ORDRE DES MOTIONS DE PROCEDURE

Article 40

Sous réserve des dispositions de l'article 32, les motions suivantes ont, dans l'ordre indiqué ci-dessous, priorité sur toutes les autres propositions ou motions présentées :

1. Suspension de la séance;
2. Levée de la séance;
3. Ajournement du débat sur le point en discussion;
4. Clôture du débat sur le point en discussion.

DEPOT DES PROJETS DE RECOMMANDATION ET DES AMENDEMENTS OU PROPOSITIONS DE FOND

Article 41

Les projets de recommandation sont remis par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission, qui les distribue aux représentants 24 heures avant qu'ils puissent être discutés et mis aux voix, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

Article 42

Sur la demande d'un représentant, toute proposition et tout amendement à une proposition présentés par un autre représentant doivent être remis par écrit au Président, qui en donne lecture, avant de donner la parole à un autre orateur et aussi immédiatement avant de mettre aux voix ladite proposition ou ledit amendement. Le Président peut décider de faire distribuer aux représentants présents toute proposition ou tout amendement à ladite proposition avant de les mettre aux voix. Le présent article n'est pas applicable aux propositions touchant la procédure telles que celles qui sont visées à l'article 38.

DECISIONS SUR LA COMPETENCE

Article 43

Sous réserve des dispositions de l'article 40, toute motion, tendant à ce que la Conférence décide si elle est compétente pour adopter une proposition dont elle est saisie, est mise aux voix immédiatement avant le vote sur la proposition en cause.

RETRAIT D'UNE MOTION

Article 44

L'auteur d'une motion peut toujours la retirer avant qu'elle n'ait été mise aux voix, à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée de nouveau par un représentant quelconque.

IX. VOTE

DROIT DE VOTE

Article 45

Chaque membre de la Conférence dispose d'une voix.

MAJORITE REQUISE ET SENS DE L'EXPRESSION "MEMBRES PRESENTS ET VOTANTS"

Article 46

Sous réserve des dispositions de l'alinéa b) de l'article 7, les décisions de la Conférence sont prises à la majorité des membres présents et votants.

Aux fins du présent règlement, l'expression "membres présents et votants" s'entend des membres qui votent pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent dans le vote sont considérés comme non-votants.

SCRUTIN

Article 47

Sous réserve des dispositions de l'article 50, la Conférence vote normalement à main levée, à moins qu'un membre ne demande le vote par appel nominal, lequel a lieu alors dans l'ordre alphabétique anglais des noms des membres, en commençant par le pays dont le Président a tiré le nom au sort.

INSCRIPTION AU COMPTE RENDU D'UN VOTE PAR APPEL NOMINAL

Article 48

En cas de vote par appel nominal, le vote de chaque membre participant au scrutin est consigné au compte rendu.

REGLES A OBSERVER PENDANT LE VOTE

Article 49.

Quand le scrutin est commencé, aucun membre ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion relative à la manière dont s'effectue le scrutin. Le Président peut, s'il le juge nécessaire, permettre aux représentants d'intervenir brièvement, soit avant que le scrutin ne commence, soit quand il est terminé, mais uniquement pour expliquer leur vote.

DIVISION DES PROPOSITIONS

Article 50

La Conférence peut décider, à la demande d'un représentant, qu'une motion ou résolution sera mise aux voix par division. Dans ce cas, le texte constitué par l'ensemble des textes adoptés est ensuite mis aux voix dans son ensemble. Si toutes les parties du dispositif d'une proposition ont été rejetées, la proposition est considérée comme rejetée dans son ensemble.

VOTES SUR LES AMENDEMENTS

Article 51

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Conférence vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après ce premier amendement, s'éloigne le plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, elle vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme primitive.

Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle représente une addition, une suppression ou une modification intéressant cette proposition.

VOTES SUR LES PROPOSITIONS

Article 52

Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Conférence à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées.

Après chaque vote, la Conférence peut décider si elle votera sur la proposition suivante.

Toutefois, les motions qui tendent à ce que la Conférence ne se prononce pas sur le fond des propositions sont considérées comme des questions préalables et mises aux voix avant lesdites propositions.

ELECTIONS

Article 53

Toute élection de personnes a lieu à main levée, à moins que la Conférence n'en décide autrement sans opposition.

Article 54

Lorsqu'un seul poste doit être pourvu par voie d'élection, et qu'aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité requise, on procède à un second tour de scrutin, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, le Président décide entre eux en tirant au sort.

Au cas, où après le premier tour de scrutin, deux ou plusieurs candidats viennent en deuxième position avec un nombre égal de voix, on procède à un scrutin spécial afin de ramener à deux le nombre de candidats. Si, après le premier tour de scrutin, trois candidats ou plus viennent en tête avec un nombre égal de voix, on procède à un deuxième tour de scrutin; s'il y a encore partage égal des voix entre plus de deux candidats, on ramène à deux le nombre des candidats par tirage au sort.

Article 55

Lorsque deux ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui obtiennent au premier tour la majorité requise sont élus.

Si le nombre des candidats qui ont obtenu la majorité requise est inférieur au nombre des postes à pourvoir, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir aux postes encore vacants. Le vote ne porte que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et dont le nombre ne doit pas dépasser le double de celui des postes restant à pourvoir. Néanmoins, dans le cas où un plus grand nombre de candidats se trouvent à égalité, on procède à un scrutin spécial pour ramener le nombre des candidats au nombre requis.

Si trois scrutins portant sur un nombre limité de personnes ne donnent pas de résultat, on procède alors à des scrutins libres au cours desquels les membres ont le droit de voter pour toute personne ou tout membre éligible. Si trois tours de scrutin effectués selon cette dernière procédure ne donnent pas de résultat, les trois scrutins suivants (sous réserve des cas mentionnés à la fin de l'alinéa précédent, où les candidats se trouvent à égalité) ne portent plus que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au troisième tour des scrutins libres. Le nombre de ces candidats ne doit pas être supérieur au double de celui des postes qui restent à pourvoir.

Les trois scrutins suivants sont libres, et ainsi de suite, jusqu'à ce que tous les postes soient pourvus.

PARTAGE EGAL DES VOIX

Article 56

En cas de partage égal des voix lors d'un vote qui ne porte pas sur des élections, la proposition est considérée comme repoussée.

X. ORGANES SUBSIDIAIRES

Article 57

Après consultation de tout organisme des Nations Unies intéressé, et après l'approbation de la Conférence des ministres de la Commission, la Conférence peut créer les organes subsidiaires permanents qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa tâche; elle fixe le mandat et la composition de chacun d'entre eux.

Article 58

Les organes subsidiaires adoptent leur propre règlement intérieur, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

XI. PARTICIPATION DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES QUI NE SONT PAS MEMBRES DE LA COMMISSION

Article 59

La Conférence invite tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis de la Conférence, intéresse particulièrement cet Etat membre. Un Etat membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Conférence.

Article 60

Un comité de la Conférence peut inviter tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de ce comité à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis du comité, intéresse particulièrement cet Etat membre. Un Etat membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du comité.

XII. PARTICIPATION DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET CONSULTATIONS AVEC EUX

Article 61

Conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes des Nations Unies et au mandat de la Commission, tous les organismes des Nations Unies ont le droit d'être représentés aux séances de la Conférence et de ses comités, de participer, par l'intermédiaire de leurs représentants, aux délibérations concernant des questions qui se rapportent au domaine de leurs activités et de présenter, au sujet de ces questions, des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Conférence ou du comité intéressé.

XIII. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Article 62

Les organisations non gouvernementales des catégories I et II peuvent désigner des représentants autorisés qui assistent en tant qu'observateurs aux séances publi-

ques de la Conférence. Les organisations inscrites sur la liste peuvent se faire représenter à celles de ces séances qui sont consacrées à des questions relevant de leur domaine d'activité.

Article 63

Les organisations des catégories I et II peuvent présenter, sur les questions qui relèvent de leur compétence particulière, des exposés écrits relatifs aux travaux de la Conférence ou de ses organes subsidiaires. Le Secrétaire exécutif de la Commission communique aux membres de la Conférence le texte de ces exposés, sauf lorsqu'ils sont devenus périmés du fait par exemple, que les questions dont ils traitent ont déjà fait l'objet d'une décision et lorsqu'ils ont déjà été distribués sous quelque autre forme aux membres de la Conférence, de ses comités ou de ses organes subsidiaires.

Article 64

Les dispositions suivantes s'appliquent à la présentation et à la distribution de ces exposés écrits :

- a) Les exposés écrits doivent être présentés dans l'une des langues de travail de la Commission;
- b) Les exposés écrits doivent être présentés assez tôt pour que le Secrétaire exécutif de la Commission et l'organisation aient le temps de procéder, avant leur distribution, aux échanges de vues appropriés;
- c) Avant de communiquer l'exposé sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire exécutif de la Commission peut présenter au cours de ces échanges de vues;
- d) Le texte des exposés écrits présenté par les organisations de la catégorie I n'est distribué in extenso que s'il ne compte pas plus de 2 000 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 2 000 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué in extenso lorsque la Conférence en fait expressément la demande;
- e) Le texte des exposés écrits présenté par une organisation de la catégorie II n'est distribué in extenso que s'il ne compte pas plus de 1 500 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 1 500 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué in extenso lorsque la Conférence ou un des organes subsidiaires en fait expressément la demande;
- f) Le Secrétaire exécutif de la Commission peut, en consultation avec le Président ou la Conférence elle-même, inviter les organisations inscrites sur la liste à présenter des exposés écrits. Dans ce cas, les dispositions des alinéas a), b), c), et e) ci-dessus s'appliquent également à ces exposés;

g) Le Secrétaire exécutif de la Commission fait distribuer le texte des exposés écrits ou des résumés, selon le cas, dans les langues de travail.

Article 65

La Conférence et ses organes subsidiaires peuvent consulter les organisations des catégories I et II, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs comités constitués à cette fin. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu sur l'invitation de la Conférence ou à la demande de l'organisation.

Sur la recommandation du Secrétaire exécutif de la Commission et à la demande de la Conférence ou de l'un de ses comités, les organisations inscrites sur la liste peuvent également se faire entendre par la Conférence ou ses organes subsidiaires.

Article 66

Sous réserve des dispositions de l'article 24, la Conférence peut recommander qu'une organisation non gouvernementale spécialement compétente dans un domaine particulier entreprenne certaines études ou enquêtes ou rédige certains documents pour la Conférence. Les restrictions prévues aux alinéas d) et e) de l'article 64 ne s'appliquent pas dans ce cas.

XIV. AMENDEMENTS AU REGLEMENT INTERIEUR; SUSPENSION DE SON APPLICATION

Article 67

La Conférence peut modifier toute disposition du présent règlement ou en suspendre l'application.

Article 68

Aucun amendement ne peut être apporté au présent règlement avant que la Conférence n'ait reçu d'un de ses comités un rapport sur la modification proposée.

Article 69

La Conférence peut suspendre l'application d'un article du présent règlement, à condition que la proposition de suspension ait été présentée 24 heures d'avance. Cette condition peut être écartée si aucun membre ne s'y oppose.